



CHAMBRE RÉGIONALE
DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE FRANCHE-COMTÉ



CONTRAT D'AIDE À LA COMPÉTITIVITÉ - FILIÈRE AUTOMOBILE
— AXE DIVERSIFICATION —

UN PROJET DES CCI DE FRANCHE-COMTÉ, PILOTÉ PAR LA CCI DU DOUBS

Avec le soutien financier de



Fonds européen de
Développement Régional

Alerte réglementaire environnement-hygiène-sécurité

Juin 2009

L'alerte réglementaire est réalisée par le groupe des Chambres de Commerce et d'Industrie de Franche-Comté.



Sommaire

128 - Air / Fluides frigorigènes.....	4
129 - Air / Polluants Organiques Persistants.....	4
130 - Air / Quotas de CO2: lancement d'une consultation sur la mise aux enchères.....	4
131 - Automobile / Remboursement de la prime à la casse : le CNPA interpelle le Ministre de l'Écologie.....	4
132 - Automobile / Carburants - méthodes d'essai - sans plomb 95-E10.....	5
133 - Automobile / Fonds démonstrateur - véhicules.....	5
134 - Automobile / Gaz à effet de serre - carburants.....	5
135 - Automobile / Gaz à effet de serre - rejets des véhicules.....	5
136 - Automobile / Gazole grand - méthode d'essai.....	6
137 - Automobile / Immatriculation des véhicules.....	6
138 - Automobile / Véhicules accidentés.....	6
139 - Automobile / Véhicules commerciaux - réception.....	6
140 - Automobile / Véhicules décarbonés - appel à projet.....	6
141 - Automobile / Véhicules et remorques - contrôle technique.....	7
142 - Déchets / Déchets d'imprimés - prorogation délai déclaration tonnages 2008.....	7
143 - Déchets / Déchets radioactifs - inventaire national.....	7
144 - Déchets / ROHS - Equipements électriques et électroniques.....	7
145 - Eau / Effluents non domestiques.....	8
146 - Eau / Protection des captages.....	8
147 - Eau / Récupération de l'eau de pluie.....	8
148 - Eco-conception / Appel à projet pour les PMI-PME de la mécanique.....	8
149 - Eco-conception / Eco-conception pour les entreprises mécaniciennes.....	9
150 - Eco-conception / Sortie du Guide du bureau éco-responsable pour les entreprises.....	9
151 - Energie / Appel à projet véhicules hybrides électriques.....	9
152 - Energie / Certification d'économies d'énergie.....	9
153 - Energie / Chaudières - contrôle périodique efficacité énergétique.....	9
154 - Energie / Chaudières - entretien annuel.....	10
155 - Energie / Formation à Besançon : "Comment optimiser les consommations énergétiques dans votre entreprise ?".....	10
156 - Energie / Obligations d'économies d'énergie.....	10
157 - ICPE / création du 3ème régime des ICPE – régime de l'enregistrement.....	10
158 - ICPE / ICPE soumis à déclaration - site Natura 2000.....	11
159 - ICPE / Plan de gestion de solvants.....	11
160 - ICPE / Projet de texte - rub. 2930 - consultation des entreprises.....	11
161 - ICPE / Projet de texte - rub. 2940 - consultation des entreprises.....	11
162 - produits chimiques / Actualité REACH.....	12
163 - produits chimiques / Classification et étiquetage plus sévères pour l'alcool furfurylique.....	12
164 - Produits chimiques / Détergents - dérogation.....	12
165 - produits chimiques / Règlement REACH : l'annexe XVII est modifiée.....	12
166 à 190 - Protection de la nature / Site Natura 2000.....	13
191 - Sécurité / Accessibilité des bâtiments existants / ERP: le dispositif est complété.....	13
192 - Sécurité / Agrément de l'Association pour le développement de la formation professionnelle dans les transports.....	13
193 - Sécurité / Amiante dans les immeubles bâtis.....	13
194 - Sécurité / Equipements sous pression transportables.....	13
195 - Sécurité / Exposition travailleurs - plomb.....	14
196 - Sécurité / Exposition travailleurs - silice cristalline.....	14
197 - Sécurité / Formaldéhyde.....	14
198 - Sécurité / Les femmes plus exposées au stress et aux TMS.....	14
199 - Sécurité / Limitation de la mise sur le marché et de l'emploi du dichlorométhane.....	14

200 - Sécurité / Nanomatériaux	15
201 - Sécurité / Pandémie gripale	15
202 - Sécurité / Pandémie gripale	15
203 - Sécurité / Pandémie gripale	15
204 - Sécurité / Renforcement du contrôle des arrêts maladies	15
205 - Sécurité / Risque routier	15
206 - Sécurité / Risques professionnels - déchets	16
207 - Sécurité / Risques professionnels - drogues	16
208 - Sécurité / Transport de bois ronds	16
209 - Sécurité / Transport de marchandises dangereuses	16
210 - Sécurité / Travaux en hauteur - travaux dans les arbres.....	16
211 - Sécurité / Travaux en hauteur - travaux sur cordes.....	16
212 - Thèmes multiples / Jurisprudence : responsabilité de la personne morale en cas d'accident mortel du travail.....	17
213 - Thèmes multiples / LOI Grenelle I adoptée	17
214 - Thèmes multiples /	17
215 - Thèmes multiples / Nouvelle composition du MEEDDAT	17
216 - Thèmes multiples / Les constructeurs auto réclament le report de l'interdiction d'un gaz fluoré	17
217 - Thèmes multiples / Présentations de la conférence relative au SGH / REACH	18
Principaux sigles utilisés.....	19

128 - Air / Fluides frigorigènes

Arrêté du 19 juin 2009 portant agrément d'un organisme pour délivrer aux opérateurs les attestations de capacité prévues par l'article R. 543-99 du code de l'environnement.

"Dekra Certification est agréé pour assurer les missions mentionnées en annexe du présent arrêté, et notamment pour délivrer les attestations de capacité aux opérateurs relevant de la catégorie V" [dont les "matériel de détection des fuites adapté aux systèmes de climatisation de véhicules"]

http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000020796390

129 - Air / Polluants Organiques Persistants

La liste de la Convention de Stockholm concernant les polluants organiques persistants (POP) a été étendue : 9 nouveaux produits chimiques industriels très dangereux ont été ajoutés. Au total, la convention prévoit l'élimination de 21 substances.

Liste des Polluants Organiques Persistants
<http://www.journaldelenvironnement.net/fr/document/detail.asp?id=181&idThema=5&idSousThema=26&type=JDE&ctx=259>

<http://www.unep.org/Documents.Multilingual/Default.asp?DocumentID=585&ArticleID=6158&l=en&t=long>

130 - Air / Quotas de CO2: lancement d'une consultation sur la mise aux enchères

Directive 2009/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 modifiant la directive 2003/87/CE afin d'améliorer et d'étendre le système

communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

La Commission européenne a lancé jeudi 4 juin une consultation publique sur la manière de mettre aux enchères les quotas de CO2 alloués dans le cadre du marché européen du carbone (ETS, Emissions trading system). Cette disposition est prévue par la directive ETS (1), révisée en décembre dernier dans le cadre du paquet Energie-climat. L'ensemble des textes le composant a été publié vendredi 5 juin au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE). Actuellement, seuls 4% en moyenne des quotas d'émissions sont achetés par les entreprises soumises à l'ETS, selon la Commission. Le reste est alloué gratuitement. Dès 2013, début de la troisième phase de l'ETS (2013-2020), la moitié des quotas de CO2 devrait être mise aux enchères. Reste à savoir dans quelles conditions, afin que la Commission puisse mettre au point une réglementation appropriée. Elle devra l'adopter d'ici le 30 juin 2010. La consultation publique durera jusqu'au 4 août prochain.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:140:0063:0087:FR:PDF>

131 - Automobile / Remboursement de la prime à la casse : le CNPA interpelle le Ministre de l'Écologie

Remboursement de la prime à la casse : le CNPA interpelle le Ministre de l'Écologie

Les concessionnaires automobiles, confrontés à «l'engorgement» de la filière d'élimination des véhicules hors d'usage (VHU), ont demandé un allongement du délai de destruction lié à la prime à la casse, dans une lettre adressée le 12 juin au ministre de l'environnement.

http://www.cnpa.fr/org_art_content.php?aid=3063

132 - Automobile / Carburants - méthodes d'essai - sans plomb 95-E10

Décision du 3 juin 2009 modifiant la décision du 26 janvier 2009 fixant les méthodes d'essai relatives aux caractéristiques du supercarburant sans plomb et du supercarburant sans plomb 95-E10.

"La méthode d'essai NF EN 14517:2005 citée au deuxième tableau de l'annexe relative aux spécifications de la décision du 26 janvier 2009 susvisée est remplacée par la méthode NF EN ISO 22854:2008."

http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000020735871

133 - Automobile / Fonds démonstrateur - véhicules

11 projets dans la course aux véhicules de demain.

Ces projets ont été développés dans le cadre du Fonds démonstrateur mis en place en 2008 pour financer des projets de recherche sur les thématiques liées aux nouvelles technologies de l'énergie, et contribuer ainsi à la réduction par 4 des émissions de gaz à effet de serre de la France. Ces projets préfigurent l'évolution du secteur automobile.

http://www.environnement.gouv.fr/article.php?id_article=5205

134 - Automobile / Gaz à effet de serre - carburants

Directive 2009/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 modifiant la directive 98/70/CE en ce qui concerne les spécifications relatives à l'essence, au carburant diesel et aux gazoles ainsi que l'introduction d'un mécanisme permettant de surveiller et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, modifiant la directive 1999/32/CE du Conseil en ce qui concerne les spécifications relatives aux carburants

utilisés par les bateaux de navigation intérieure et abrogeant la directive 93/12/CEE.

La directive du 23 avril complète des textes existants afin d'intensifier la réduction des impacts des carburants essence, diesel et "bio-carburants" en terme de gaz à effet de serre. Elle prévoit notamment une méthode de calcul de la durabilité de ces derniers. Transposition avant le 31/12/2010.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:140:0088:0113:FR:PDF>

135 - Automobile / Gaz à effet de serre - rejets des véhicules

Règlement (CE) n° 443/2009 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les voitures particulières neuves dans le cadre de l'approche intégrée de la Communauté visant à réduire les émissions de CO2 des véhicules légers.

Dans le cadre du réexamen de la stratégie communautaire de réduction des émissions de CO2 des voitures et des véhicules commerciaux légers et des réflexions menées au niveau de CARS 21, il est apparu que l'objectif communautaire de 120 g de CO2/km pour les véhicules neufs risquait de ne pas être atteint d'ici à 2012 si l'Union Européenne ne prenait pas de mesures supplémentaires. Ce règlement a pour objectif de fixer des normes de performance en matière d'émissions pour les voitures particulières neuves immatriculées dans la Communauté. Un système de pénalité est prévu pour les constructeurs qui dépasseront, à compter de 2012, le seuil des émissions spécifiques moyennes.

Ex. pour un dépassement >3g de CO2/km, la pénalité sera de 140 €/véhicule. Le seuil sera porté à 95 g de CO2/km en 2020. Le règlement abroge la décision n° 1753/2000/CE du 22/06/2000.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:140:0001:0015:FR:PDF>

136 - Automobile / Gazole grand - méthode d'essai

Décision du 28 mai 2009 modifiant la décision du 6 février 2009 fixant les méthodes d'essai aux caractéristiques du gazole et du gazole grand froid.

"Les méthodes d'essais relatives à la teneur en soufre et à la teneur en hydrocarbures aromatiques polycycliques prévues à l'annexe de la décision citée ci-dessus sont remplacées par les méthodes suivantes : Hydrocarbures aromatiques polycycliques : NF EN 12916 : 2000. Teneur en soufre : NF EN ISO 20846 : 2004 (2), NF EN ISO 20884 : 2004, NF EN ISO 20847 : 2004."

http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000020723299

137 - Automobile / Immatriculation des véhicules

Arrêté du 8 juin 2009 modifiant l'arrêté du 23 mars 2009 relatif à l'entrée en vigueur de dispositions relatives aux plaques et inscriptions, à la réception et à l'homologation et à l'immatriculation des véhicules.

Modification de délais de dérogation concernant "les véhicules déjà immatriculés dont le certificat d'immatriculation ne comporte pas le numéro définitif".

http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000020735856

138 - Automobile / Véhicules accidentés

Circulaire du 28 mai 2009 relative aux véhicules endommagés.

Circulaire faisant le point de la réglementation applicable suite à la parution d'un décret et d'un arrêté du 29 avril 2009. NB : pour être opposable aux tiers, une circulaire doit être publiée sur le site internet du Premier Ministre.

http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/Bo200911/met_20090011_0100_0022.pdf

139 - Automobile / Véhicules commerciaux - réception

Décision du Conseil du 5 mai 2009 relative à l'adhésion de la Communauté européenne au règlement no 61 de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies relatif aux prescriptions uniformes concernant la réception de véhicules commerciaux pour ce qui est des saillies extérieures à l'avant de la cloison postérieure de la cabine.

Cette décision porte approbation du règlement n° 61 la Commission économique pour l'Europe des Nations unies relatif aux prescriptions uniformes concernant la réception de véhicules commerciaux pour ce qui est des saillies extérieures à l'avant de la cloison postérieure de la cabine. De ce fait, les prescriptions de ce règlement sont reconnues équivalentes à celles des directives réglementant ce type de matériel.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:144:0024:0024:FR:PDF>

140 - Automobile / Véhicules décarbonés - appel à projet

Un appel à projet pour développer les véhicules décarbonés.

Dans le cadre du Pacte automobile annoncé le 9 février 2009 par le président de la République, l'État va mobiliser d'ici fin 2010, jusqu'à 250 M€ de prêts bonifiés pour inciter au développement en France de productions de véhicules décarbonés et d'équipements

spécifiques à ce type de véhicules, notamment la chaîne de traction et les batteries. Les prêts peuvent être demandés jusqu'au 31 décembre 2010.

Le cahier des charges de cet appel à projets est en ligne sur les sites :

www.industrie.gouv.fr

www.developpement-durable.gouv.fr

Les dossiers sont à déposer à l'adresse suivante :

pret.vehiculesdecarbones@finances.gouv.fr

http://www.environnement.gouv.fr/article.php?id_article=5101

141 - Automobile / Véhicules et remorques - contrôle technique

Directive 2009/40/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 relative au contrôle technique des véhicules à moteur et de leurs remorques (refonte).

La présente directive procède, par souci de clarté, à la refonte de la directive 96/96/CE du Conseil du 20 décembre 1996, plusieurs fois modifiée. Entrée en vigueur le 26/06/09.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:141:0012:0028:FR:PDF>

142 - Déchets / Déchets d'imprimés - prorogation délai déclaration tonnages 2008

Eco-contribution papiers 2008 - les émetteurs d'imprimés peuvent régulariser leur situation jusqu'au 10 juillet 2009.

En accord avec ses autorités de tutelle, EcoFolio a décidé de rendre à nouveau possible la déclaration en ligne des tonnages d'imprimés émis en 2008. Les entreprises pourront ainsi régulariser leur situation au titre des imprimés assujettis en 2008. Les émetteurs d'imprimés peuvent régulariser leur

situation jusqu'au 10 juillet 2009. Cette mesure exceptionnelle est justifiée par le changement de périmètre intervenu au 1er juillet 2008. Elle ne concerne que les imprimés émis en 2008 (tous périmètres confondus). Le paiement de l'éco-contribution sera immédiat.

Communiqué de presse Ecofolio du 11 juin 2009 : <http://www.ecofolio.fr/reouverture.html>

143 - Déchets / Déchets radioactifs - inventaire national

Inventaire national des matières et déchets radioactifs 2009.

L'ANDRA vient de publier son rapport pour les années 2005 à 2007. "L'inventaire identifie fin 2007 1 153 000 m3 de déchets répartis sur 1 121 sites et détaille leur localisation en fonction de leur nature (haute activité, moyenne activité à vie longue) et de leur origine (industrie électronucléaire, recherche, médecine, défense...). En Franche-Comté, 9 sites utilisent des radionucléides ou détiennent des déchets radioactifs ; aucun d'entre eux ne correspond à une activité industrielle (activités médicales et établissements de recherche).

http://www.andra.fr/index.php?id=actualite_1_1&art=5284

144 - Déchets / ROHS - Equipements électriques et électroniques

Décision de la Commission du 10 juin 2009 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, l'annexe de la directive 2002/95/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exemptions relatives aux utilisations du plomb, du cadmium et du mercure.

Afin de tenir compte de l'évolution des techniques, l'annexe à la directive ROHS est modifiée afin de tenir compte de 7 exemptions

supplémentaires relatives au plomb et au cadmium.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:148:0027:0028:FR:PDF>

145 - Eau / Effluents non domestiques

Circulaire du 2 avril 2009 relative à la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique.

"La présente circulaire a pour objet de préciser :

1. Les modalités d'application du coefficient de récupération des effluents, en présence ou en absence d'un suivi régulier des rejets ;
2. Les modalités de prise en compte du niveau d'étanchéité des bassins de stockage d'effluents avant épandage, en cas de suivi régulier des rejets et en cas de dégradation de l'étanchéité des bassins de stockage des effluents avant épandage ;
3. Les modalités de détermination des coefficients d'élimination de la pollution par l'épandage, et notamment les informations à fournir pour l'obtention du niveau de performance de l'épandage « excellent 2e niveau » et la définition des taux d'élimination des polluants.

http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/Bo200910/met_20090010_0100_0014.pdf

146 - Eau / Protection des captages

Identification des 500 captages « Grenelle ».

"Les ministères en charge du développement durable, de la santé et de l'agriculture viennent de publier, sur leurs sites Internet respectifs, une liste de 507 captages parmi les plus

menacés par les pollutions diffuses, notamment les nitrates et les produits phytosanitaires". En Franche-Comté, 22 captages ont été identifiés.

http://www.environnement.gouv.fr/article.php?id_article=5297

147 - Eau / Récupération de l'eau de pluie

Appel à projet - récupération, valorisation eau de pluie.

La Région de Franche-Comté et l'ASCOMADE (Association des collectivités comtoises pour la maîtrise des déchets et de l'environnement) lancent un appel à projet permettant "aux collectivités, aux bailleurs sociaux, aux lotisseurs privés et aux petites entreprises (bâtiments administratifs et ateliers)", si leur projet est retenu par un jury, de bénéficier d'une aide de 50% du coût de l'équipement plafonné à 15 000 € par projet. Les dossiers de candidatures sont à transmettre à l'ASCOMADE avant le 15 septembre 2009. Pour plus d'information : 03 81 83 58 23.

<http://www.ascomade.org/pages.php?idMenu=1&idSsMenu=17&idPage=204&langue=1>

148 - Eco-conception / Appel à projet pour les PMI-PME de la mécanique

Écoconception de produits - Appel à projets Mapeco.

Appel à projet lancé par l'ADEME, le CETIM, l'AFNOR ... dans le cadre du projet Mapeco, Méthodologie Adaptée aux PME-PMI du domaine de la mécanique pour la prise en compte de l'Environnement dans la CONception des produits. "L'action Mapeco va donner lieu à la réalisation d'une norme expérimentale pour fournir aux industriels une méthodologie adaptée et pragmatique pour pratiquer l'écoconception. Elle va permettre de sélectionner quatre entreprises pour mettre en

application la norme sur leurs projets industriels."

http://www.eco-conception.fr/documents/Plaque-Mapeco_000.pdf

149 - Eco-conception / Eco-conception pour les entreprises mécaniciennes

Des actions pour aider les PME et les PMI à intégrer l'environnement dans la conception des produits et à valoriser cette démarche auprès des clients. norme XP E 01-005 publiée par AFNOR

http://www.eco-conception.fr/documents/Plaque-Mapeco_000.pdf

150 - Eco-conception / Sortie du Guide du bureau éco-responsable pour les entreprises

L'ADEME en partenariat avec le MEDEF, a réalisé un guide transversal qui s'adresse tout particulièrement aux entreprises, moyennes ou grandes, ayant d'importantes activités de bureau pour aider les entreprises à mettre en place une gestion environnementale de leurs activités de bureau.

<http://www.bureau-ecoresponsable.com/le-guide-du-bureau>

151 - Energie / Appel à projet véhicules hybrides électriques

Energie - Appel à projets Prêts bonifiés véhicules décarbonés.

Cet appel concerne les "projets d'industrialisation de « véhicules décarbonés » (notamment électriques et hybrides rechargeables) ou de systèmes innovants spécifiquement destinés à ce type de véhicule

(batteries, chaîne de traction pour véhicule électrique, ..). L'annexe 1 du cahier des charges (téléchargeable à l'adresse indiquée en lien) fournit une liste non exhaustive des véhicules et systèmes concernés". Doté de 250 millions d'euros qui seront alloués d'ici à la fin 2010, cet appel à projets, ouvert jusqu'au 31 décembre 2010, s'adresse aux grands constructeurs comme aux PME engagés dans des projets de véhicules décarbonés émettant moins de 60 g CO₂/km et portant un projet industriel à horizon de deux à trois ans.

http://www.industrie.gouv.fr/liste_index/appel-cours.html

152 - Energie / Certification d'économies d'énergie

Modifications mineures du décret n° 2006-600 relatif aux obligations d'économies d'énergie

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020797402&dateTexte=&categorieLien=id>

153 - Energie / Chaudières - contrôle périodique efficacité énergétique

Décret n° 2009-648 du 9 juin 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts.

Modifiant le code de l'environnement (art. R.224-21 et suivants), le décret modifie le champ d'application de la réglementation concernant le rendement minimal des chaudières de 400 kW à 20 MW (au lieu de 50 MW auparavant). L'obligation de réaliser un contrôle périodique de l'efficacité énergétique et un contrôle des rejets s'applique à ces mêmes chaudières. Le contenu du contrôle technique est également modifié. Les installations existantes devront faire réaliser ce contrôle périodique avant le 11 juin 2011.

http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000020723225

154 - Energie / Chaudières - entretien annuel

Décret n° 2009-649 du 9 juin 2009 relatif à l'entretien annuel des chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 4 et 400 kilowatts.

Le décret modifie les dispositions existantes concernant l'obligation d'entretien annuel des chaudières dont la puissance nominale est inférieure à 400 kW.

http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000020723245

155 - Energie / Formation à Besançon : "Comment optimiser les consommations énergétiques dans votre entreprise ?"

L'énergie est indispensable à toute activité de production. Si le coût des consommations varie suivant l'activité de l'entreprise et le type d'énergie utilisée, il représente bien souvent un poste budgétaire qui peut être réduit. Economiser l'énergie dans l'entreprise est aujourd'hui une nécessité économique qui se conjugue avec une nécessité environnementale.

C'est pourquoi, la délégation régionale Franche-Comté de l'ADEME organise en partenariat avec la CRCI une session de formation intitulée «Comment optimiser les consommations énergétiques dans votre entreprise ?» les mardi 15, mercredi 16 et jeudi 17 septembre 2009 à la CRCI de Franche-Comté à Besançon (25). S'adressant plus particulièrement aux petites et moyennes entreprises, cette formation a pour objectif d'aider la personne chargée de la gestion de l'énergie à optimiser les consommations énergétiques en mettant en place des solutions techniques et organisationnelles simples et rapidement rentables.

156 - Energie / Obligations d'économies d'énergie

Décret n° 2009-803 du 26 juin 2009 modifiant le décret n° 2006-600 du 23 mai 2006 relatif aux obligations d'économies d'énergie dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie et le décret n° 2006-603 du 23 mai 2006 relatif aux certificats d'économies d'énergie.

Décret apportant des modifications mineures au décret relatifs aux obligations d'économies d'énergie applicables à certains vendeurs de combustibles et d'énergie, ainsi qu'au décret concernant les certificats d'économie d'énergie.

http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000020797402

157 - ICPE / création du 3ème régime des ICPE – régime de l'enregistrement

Ordonnance n° 2009-663 du 11 juin 2009 relative à l'enregistrement de certaines installations classées pour la protection de l'environnement

Mercredi 10 juin, la secrétaire d'Etat à l'écologie a présenté une ordonnance relative à l'enregistrement de certaines installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) en conseil des ministres. Ce projet de réforme, dite du «Troisième régime», se veut être l'intermédiaire entre les régimes actuels d'autorisation et de déclaration.

Le régime d'enregistrement permet de simplifier les procédures administratives très lourdes pour les installations soumises à autorisation les moins dangereuses. Il a pour objectif de réduire de moitié les délais de délivrance des autorisations et de simplifier les dossiers à fournir par les industriels. La procédure s'appliquera uniquement à des

installations simples et standardisées implantées en dehors de zones sensibles sur le plan environnemental. Le code de l'environnement est donc modifié en conséquence

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2009-663 du 11 juin 2009 relative à l'enregistrement de certaines installations classées pour la protection de l'environnement : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT>

158 - ICPE / ICPE soumis à déclaration - site Natura 2000

TA Besançon, 18 juin 2009, Association de défense pour l'environnement de Lemuy et du Lison, n° 0801696.

Le Tribunal Administratif de Besançon a annulé, le 18 juin dernier, un arrêté du Préfet du Jura délivrant un récépissé de déclaration pour une compostière située dans une zone "Natura 2000" (zone de protection des habitats naturels). Le tribunal relève que, en vertu des textes communautaires, "dès lors qu'un projet est susceptible d'affecter un site classé « Natura 2000 » de façon significative, celui-ci ne peut être réalisé que si les autorités nationales compétentes ont donné leur accord, et ce après s'être assurés qu'il ne portera pas atteinte à l'intégrité du site concerné et après avoir pris, le cas échéant, l'avis du public". Le Préfet du Jura devra imposer à l'exploitant de déposer un dossier de demande d'autorisation qui comporte une étude d'impact et donne lieu à enquête publique.

http://www.environnement-online.com/presse/environnement/actualite_environnement-online_1503_RSS_EOL.asp

159 - ICPE / Plan de gestion de solvants

Guide d'élaboration d'un plan de gestion de solvants - révision n°1

Actualisation du guide réalisé par l'Ineris en 2003.

<http://www.ineris.fr/index.php?module=doc&action=getFile&id=219>

160 - ICPE / Projet de texte - rub. 2930 - consultation des entreprises

Projets de texte soumis à l'avis du Conseil supérieur des installations classées.

Mise en ligne sur le site portail des ICPE d'un projet d'arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2930 (ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur) pour y intégrer les prescriptions relatives au contrôle périodique. Le lecteur a la possibilité de faire part de ses observations qui seront transmises au rapporteur du projet (Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire).

<http://installationsclassees.ecologie.gouv.fr/Projet-d-arrete-relatif-aux.html>

161 - ICPE / Projet de texte - rub. 2940 - consultation des entreprises

Projets de texte soumis à l'avis du Conseil supérieur des installations classées.

Mise en ligne sur le site portail des ICPE d'un projet d'arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 (utilisation de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque) pour y intégrer les prescriptions relatives au contrôle périodique. Le lecteur a la possibilité de faire part de ses observations qui seront transmises au rapporteur du projet (Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire).

<http://installationsclassees.ecologie.gouv.fr/Projet-d-arrete-relatif-aux.html>

162 - produits chimiques / Actualité REACH

L'ECHA a publié le 1er juin dernier sa 1ere recommandation d'inclusion de 7 substances à l'annexe XIV de REACH (procédure d'autorisation). La décision finale incombe à la Commission Européenne (comitologie). Pour mieux comprendre l'articulation entre la notion de SVHC et le processus d'identification de substances soumises à autorisation, le helpdesk REACH a publié un document clair & concis

http://www.berpc.fr/reach-admin/file_upload/File/pdf/Guides/SVHC_generalites.pdf

La recommandation de l'agence ECHA, le nom des 7 substances ainsi que les différentes deadlines proposées sont disponibles également sur le site.

163 - produits chimiques / Classification et étiquetage plus sévères pour l'alcool furfurylique

Une évaluation des effets toxiques de l'alcool furfurylique a donné lieu à une nouvelle classification et un nouvel étiquetage plus sévères. Ce produit chimique est notamment utilisé en tant que matière première pour la préparation de résines et le traitement de fibres et comme solvant. La classification de l'alcool furfurylique est passée de nocive par inhalation à toxique par inhalation et son potentiel irritant a été reconnu. De plus, l'alcool furfurylique est désormais considéré comme un agent cancérigène suspecté (cancérigène de catégorie 3). Cette nouvelle classification est issue de la directive 2009/2/CE du 15 janvier 2009 portant 31e adaptation de la directive 67/548/CEE et est en vigueur depuis le 5 février 2009.

[http://www.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-accesParReference/Breve%20Evolution%20classification%20alcool%20furfurylique/\\$File/Visu.html](http://www.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-accesParReference/Breve%20Evolution%20classification%20alcool%20furfurylique/$File/Visu.html)

164 - Produits chimiques / Détergents - dérogation

Règlement (CE) no 551/2009 de la Commission du 25 juin 2009 modifiant le règlement (CE) no 648/2004 du Parlement européen et du Conseil relatif aux détergents afin d'en adapter les annexes V et VI (agents de surface bénéficiant d'une dérogation).

Règlement accordant une dérogation à l'interdiction d'un détergent : "Alcools, Guerbet, C16-20, éthoxylés, éther n-butylique (7-8EO) - n° CAS :147993-59-7 - Peuvent être utilisés dans les applications industrielles suivantes jusqu'au 27 juin 2019 : — lavage de bouteilles, — nettoyage en place, — nettoyage des métaux".

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:164:0003:0006:FR:PDF>

165 - produits chimiques / Règlement REACH : l'annexe XVII est modifiée

Règlement (CE) n o 552/2009 de la Commission du 22 juin 2009 modifiant le règlement (CE) n o 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne l'annexe XVII Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

Intitulée désormais « Restrictions applicables à la fabrication, à la mise sur le marché et à l'utilisation de certaines substances dangereuses et de certains mélanges et articles dangereux », cette annexe voit son tableau contenant la dénomination des substances, des groupes de substances ou des mélanges et les conditions de restriction remplacé par un nouveau tableau.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:164:0007:0031:FR:PDF>

166 à 190 - Protection de la nature / Site Natura 2000

Par arrêté en date du 27 mai 2009, de nombreux sites NATURA 2000 ont été désignés en Franche-Comté.

Vous pouvez obtenir la liste complète sur simple contact avec votre CCI en consultant le site de la Diren Franche-Comté :

<http://www.franche-comte.ecologie.gouv.fr/>

191 - Sécurité / Accessibilité des bâtiments existants / ERP: le dispositif est complété

Circulaire du 20 avril 2009 - BOMEEDAT n° 2009/8 du 10 mai 2009

Deux annexes sont ajoutées à la circulaire du 30 novembre 2007 concernant l'accessibilité des bâtiments d'habitation et des ERP existants.

La circulaire du 20 avril 2009 complète la circulaire DGUHC du 30 novembre 2007 en y ajoutant des annexes IX et X consistant à commenter et à expliciter les dispositions relatives à l'accessibilité des bâtiments existants :

- l'annexe IX explique les dispositions relatives à l'accessibilité des bâtiments d'habitation collectifs existants (CCH art R 111-18-8 à R 111-18-11 et arrêté du 26 février 2007) ;
- l'annexe X explicite celles relatives à l'accessibilité des établissements recevant du public et installations ouvertes au public existants (CCH art R 111-19-7 à R 111-19-2 et arrêté du 21 mars 2007).

http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO20098/met_20090008_0100_0024.pdf

192 - Sécurité / Agrément de l'Association pour le développement de la formation professionnelle dans les transports

Arrêté du 8 juin 2009 portant agrément de l'Association pour le développement de la formation professionnelle dans les transports (AFT formation continue) comme organisme de formation des conducteurs de véhicules effectuant le transport de marchandises dangereuses.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020756250&dateTexte=&categorieLien=id>

193 - Sécurité / Amiante dans les immeubles bâtis

Arrêté du 3 juin 2009 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2008 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis.

Cet arrêté constitue la liste officielle des organismes agréés.

http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000020782289

194 - Sécurité / Equipements sous pression transportables

Arrêté du 29 juin 2009 portant agrément d'un organisme pour l'application du décret n° 2001-386 du 3 mai 2001 modifié relatif aux équipements sous pression transportables.

Agrément de Air Liquide Inspections et Services (ALIS), domicilié Cœur Défense, tour A, La Défense 4, 110, esplanade du Général-de-Gaulle, 92931 Paris-La Défense Cedex, jusqu'au 30 juin 2012 pour 4 types d'interventions.

http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000020814190

195 - Sécurité / Exposition travailleurs - plomb

Arrêté du 22 juin 2009 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2008 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle des valeurs limites biologiques fixées à l'article R. 4412-152 du code du travail pour les travailleurs exposés au plomb (dosages de plombémie).

Arrêté contenant en annexe la liste des organismes agréés et complétant celle de l'arrêté du 19 décembre 2008.

http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000020793281

196 - Sécurité / Exposition travailleurs - silice cristalline

Arrêté du 22 juin 2009 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2008 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle des valeurs limites d'exposition professionnelle fixées pour le benzène, les poussières de bois, le chlorure de vinyle monomère, le plomb et la silice cristalline.

Arrêté contenant en annexe la liste des organismes agréés et remplaçant celle de l'arrêté du 19 décembre 2008 (abrogé).

http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000020793272

197 - Sécurité / Formaldéhyde

Formaldéhyde : l'Afsset recommande un renforcement immédiat des actions de prévention et de surveillance pour les travailleurs exposés.

"L'Afsset attire l'attention sur les risques sanitaires liés aux expositions professionnelles au formaldéhyde (formol) et insiste sur l'urgence à mettre en œuvre les solutions de

substitution. Lorsque cela n'est pas possible, la réduction de l'exposition des travailleurs doit être recherchée, à travers des dispositifs de protection collective et individuelle. Enfin, l'Afsset recommande que les valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP) soient abaissées et rendues contraignantes."

<http://www.afsset.fr/index.php?pageid=415&newsid=468&MDLCODE=news>

198 - Sécurité / Les femmes plus exposées au stress et aux TMS

Les femmes seraient plus exposées aux risques psychosociaux et aux troubles musculo-squelettiques (TMS) que les hommes, selon un rapport sur la «Santé des femmes en France» mis en ligne par le ministère de la santé.

<http://www.sante.gouv.fr/drees/santefemmes/santefemmes.htm>

199 - Sécurité / Limitation de la mise sur le marché et de l'emploi du dichlorométhane

DÉCISION N o 455/2009/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 6 mai 2009 modifiant la directive 76/769/CEE du Conseil relative à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi du dichlorométhane

Cette décision concerne les "décapants de peinture contenant du dichlorométhane (ou chlorure de méthylène) à une concentration supérieure ou égale à 0,1 %, en poids". Elle prévoit à différentes échéances, l'interdiction de la mise sur le marché en vue de la vente au grand public ou aux professionnels (après le 6 décembre 2011), l'interdiction de son utilisation par les professionnels (après le 6 juin 2012). Les états membres peuvent prévoir des dérogations pour certains usages par des professionnels ayant reçu une formation spécifique. L'utilisation industrielle de ces produits doit répondre à différentes conditions : ventilation des locaux, prévention de l'évaporation, prévention des risques liés à la

manipulation, mise à disposition des équipements de protection individuelle, information des opérateurs.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:137:0003:0006:FR:PDF>

200 - Sécurité / Nanomatériaux

Les nanomatériaux.

Actualisation d'un dossier web présentant les risques professionnels liés à la fabrication ou l'utilisation des nanomatériaux. Rubrique "Quoi de neuf"/"Nouveautés".

<http://www.inrs.fr/>

201 - Sécurité / Pandémie gripale

Questions-réponses sur la pandémie gripale.

Site de l'INRS (rubrique "Quoi de neuf"/"nouveautés") sous forme de 36 questions/réponses.

<http://www.inrs.fr/>

202 - Sécurité / Pandémie gripale

Se préparer à la pandémie gripale.

Mise à jour d'un site dossier existant présentant notamment de nouvelles affichettes de sensibilisation aux bonnes pratiques en matière d'hygiène.

[http://www.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-accesParReference/Breve%20Focus%20Pandemie%20Grippale/\\$File/Visu.html](http://www.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-accesParReference/Breve%20Focus%20Pandemie%20Grippale/$File/Visu.html)

203 - Sécurité / Pandémie gripale

Pandémie gripale et entreprises.

Mise à jour d'un site dossier existant.

[http://www.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-accesParReference/Dossier%20Pandemie%20grippale%20et%20entreprises/\\$File/Visu.html](http://www.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-accesParReference/Dossier%20Pandemie%20grippale%20et%20entreprises/$File/Visu.html)

204 - Sécurité / Renforcement du contrôle des arrêts maladies

Renforcement du contrôle des arrêts maladies

Face au déficit record de la Sécurité sociale prévu pour 2009 -20,1 milliards d'euros soit le double de 2008- les ministres de la santé et du budget ont annoncé le 15 juin un renforcement du contrôle des arrêts maladie.

<http://www.journaldelenvironnement.net/fr/document/detail.asp?id=1323&idThema=5&idSousThema=28&type=JDE&ctx=259>

205 - Sécurité / Risque routier

L'INRS fait réaliser un crash test.

Vidéo présentant les risques auxquels sont exposés les conducteurs et passager d'un véhicule léger en cas d'accident, sous l'effet de la projection du chargement. Rubrique "quoi de neuf ?/ nouveautés".

[http://www.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-accesParReference/Breve%20Crash%20Test/\\$File/Visu.html](http://www.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-accesParReference/Breve%20Crash%20Test/$File/Visu.html)

206 - Sécurité / Risques professionnels - déchets

Déchets et risques professionnels.

Actualisation d'un dossier web existant.
Rubrique "Quoi de neuf"/"Nouveautés".

<http://www.inrs.fr/>

207 - Sécurité / Risques professionnels - drogues

Deux nouvelles affiches sur le cannabis.

Mise à jour d'un dossier web existant.
Rubrique "quoi de neuf ?/ nouveautés".

<http://www.inrs.fr/>

208 - Sécurité / Transport de bois ronds

Décret n° 2009-780 du 23 juin 2009
relatif au transport de bois ronds et
complétant le code de la route

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020787852&dateTexte=&categorieLien=id>

209 - Sécurité / Transport de marchandises dangereuses

Arrêté du 29 mai 2009 relatif aux
transports de marchandises dangereuses
par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Arrêté apportant des modifications à plusieurs
textes régissant le transport de marchandises
dangereuses : par route (ADR), par voie ferrée
(RID), par voie de navigation intérieure (ADN).
Principales modifications :
conseiller à la sécurité (art. 6),
déclaration d'incident et d'accident (art. 7),
plan de sûreté (art. 8),

transport en citerne (art. 9),
certificats d'agrément d'emballages (art. 10) ...

http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000020796240

210 - Sécurité / Travaux en hauteur - travaux dans les arbres

Mise en oeuvre de la réglementation
applicable aux travailleurs indépendants
qui effectuent des travaux en hauteur
dans les arbres ainsi qu'aux employeurs
qui effectuent directement ces travaux.

"La présente note précise les conditions dans
lesquelles s'appliquent les prescriptions
énumérées par le décret n°2008-1053 du 10
octobre 2008, aux travailleurs indépendants et
aux employeurs qui effectuent directement des
travaux dans les arbres."

http://circulaires.gouv.fr/pdf/2009/06/cir_27813.pdf

211 - Sécurité / Travaux en hauteur - travaux sur cordes

Lettre circulaire DGT n° 08 du 16 avril
2009 relative à la mise en oeuvre du
décret du 1er septembre 2004 et de
l'arrêté du 21 décembre 2004.

Compte tenu du développement important du
recours aux travaux sur cordes, la circulaire en
rappelle le contexte réglementaire et la
certification Qualibat 1452. Elle traite
également des échafaudages sur console et
sur balcon, ainsi que des risques d'accidents
liés à ces types d'équipement.

http://circulaires.gouv.fr/pdf/2009/04/cir_3385.pdf

212 - Thèmes multiples / Jurisprudence : responsabilité de la personne morale en cas d'accident mortel du travail

Cour de cassation, chambre criminelle
arrêt du 28 avril 2009, n° 08-83843.

Un salarié avait été victime d'un accident mortel du travail alors qu'il déplaçait des poutrelles à l'aide d'un pont roulant. L'accident s'expliquait par la présence de traverses de stockage se trouvant sur le chemin de l'opérateur du pont roulant et qui, empilées les unes sur les autres, lui masquaient la vue de la charge.

Le tribunal correctionnel avait condamné la personne morale et le gérant pour infraction à la réglementation sur la sécurité du travail (infractions aux règles relatives à la stabilité des équipements de travail et à celles relatives à l'environnement de travail) et la personne morale, seule, pour homicide involontaire ; les juges estimant que le gérant n'avait commis aucune faute délibérée ou caractérisée.

(Source : les éditions législatives).

N° de pourvoi: 08-83843

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?oldAction=rechJuriJudi&idTexte=JURITEXT00020620222&fastReqId=961418131&fastPos=31>

213 - Thèmes multiples / LOI Grenelle I adoptée

Par 466 voix contre 5, les députés ont adopté mercredi 17 juin 2009 en deuxième lecture le projet de loi de programmation relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, dit «Grenelle I». L'examen de ce texte au Parlement a débuté en automne dernier. Il avait déjà été adopté à la quasi-unanimité en première lecture par l'Assemblée et le Sénat. Le texte a été renvoyé à la commission des affaires économiques du Sénat pour une deuxième lecture

214 - Thèmes multiples /

Relevé analytique des textes relatifs à
l'hygiène et la sécurité parus au cours
des mois d'avril et mai 2009

Relevé analytique des textes relatifs à l'hygiène et la sécurité parus au cours du mois de février 2009

[http://www.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-accesParReference/Pdf%20ActuJuridiquetxtOffAvril2009/\\$File/ActuJuridiquetxtOffAvril2009.pdf](http://www.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-accesParReference/Pdf%20ActuJuridiquetxtOffAvril2009/$File/ActuJuridiquetxtOffAvril2009.pdf)
[http://www.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-accesParReference/Pdf%20ActuJuridiquetxtOffMai2009/\\$File/ActuJuridiquetxtOffMai2009.pdf](http://www.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-accesParReference/Pdf%20ActuJuridiquetxtOffMai2009/$File/ActuJuridiquetxtOffMai2009.pdf)

215 - Thèmes multiples / Nouvelle composition du MEEDDAT

Le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (Meeddat) suite au remaniement de l'Élysée devient ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies

http://www.developpement-durable.gouv.fr/rubrique.php3?id_rubrique=623

216 - Thèmes multiples / Les constructeurs auto réclament le report de l'interdiction d'un gaz fluoré

La lutte contre le changement climatique vaut-elle plus de 200 euros par automobile? Pas pour l'Association européenne des constructeurs automobiles (ACEA). Selon l'agence de presse Reuters, l'organisation professionnelle a adressé une lettre à la Commission européenne réclamant le report

de l'entrée en vigueur de l'interdiction d'un gaz fluoré, l'hydrofluorocarbure (HFC) R134a, utilisé dans les systèmes de climatisation des véhicules. Cette disposition est prévue pour 2011 par une directive européenne de 2006. Celle-ci interdit progressivement les systèmes de climatisation conçus pour contenir des gaz fluorés ayant un potentiel de réchauffement global (PRG) 150 fois supérieur à celui du CO₂. Selon cette directive, le PRG de ce gaz fluoré est de 1.300. Au nom de la crise économique, l'ACEA souhaite donc un report de «deux-trois ans» de la mesure, selon la lettre consultée par Reuters. En cause: un surcoût par véhicule évalué entre 40 et 200 euros par véhicule, préjudiciable au consommateur en temps de crise économique. Ironie du sort, l'information tombe quelques jours après la publication dans la revue américaine Pnas d'une étude internationale recommandant de lutter dès maintenant contre les émissions de HFC sous peine qu'elle représente de 28 à 45% des émissions équivalent CO₂ en 2050... Directive 2006/40/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les émissions provenant des systèmes de climatisation des véhicules à moteur et modifiant la directive 70/156/CEE du Conseil (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE).

217 - Thèmes multiples / Présentations de la conférence relative au SGH / REACH

Les présentations des intervenants à la conférence REACH / SGH du 25 juin 2009, organisée par la CRAM Bourgogne Franche-Comté, le groupe des CCI de Franche-Comté, le Cetim, sont téléchargeable dans la partie actualités de notre site internet

<http://www.franche-comte.cci.fr/crci/>

Principaux sigles utilisés

ADEME : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

Établissement public développant des actions d'orientation et d'animation de la recherche, de prestation de services, d'information et d'incitation dans les domaines des déchets, des économies d'énergie et de la qualité de l'air ...

BO : Bulletin officiel ...

Recueil de textes où sont publiés les textes spécifiques à un ministère

COV : Composés Organiques Volatiles

Composés contribuant à la formation d'oxydants photochimiques tels que l'ozone qui est un polluant de l'air susceptible de nuire à la santé humaine et de porter atteinte aux végétaux.

ERP : Etablissements Recevant du Public

Etablissements susceptibles d'accueillir un nombre important de personnes et relevant d'une réglementation spécifique eu égard aux risques de panique et aux contraintes d'évacuation.

ICPE : Installations classées pour la protection de l'environnement

Installations qui, du fait des substances utilisées et/ou des activités exercées (définies dans une nomenclature officielle), présentent des risques pour l'environnement et la santé publique. Selon la gravité du risque, les entreprises sont soumises à un régime d'autorisation d'exploiter ou de déclaration d'exploitation.

IGH : Immeubles de Grande Hauteur

Catégorie d'immeubles régie par une réglementation spécifique, eu égard aux contraintes spécifiques liées à leur hauteur (accessibilité des moyens de secours, évacuation ...).

INRS : Institut National de Recherche et Sécurité

L'INRS propose une aide technique et documentaire pour informer et aider les industriels, médecins du travail, membres de CHSCT sur les sujets relatifs à la prévention des

accidents du travail et des maladies professionnelles. <http://www.inrs.fr/>

JORF : Journal Officiel de la République Française

Document où sont publiés quotidiennement les textes législatifs réglementaires et nominatifs. Pour être opposables aux entreprises (ou aux individus) les lois, décrets, arrêtés ministériels doivent être publiés au JO. Le Journal Officiel est consultable sur le site Internet : <http://www.legifrance.gouv.fr/initRechJO.do>

JOUE : Journal Officiel de l'Union Européenne

Recueil de textes européens (cf. le JORF pour l'opposabilité) où sont publiés les traités, directives, règlements et décisions adoptées par les institutions européennes. <http://eur-lex.europa.eu/JOIndex.do?ihmlang=fr>

REACH : Registration, Evaluation, Authorisation and Restriction of Chemicals

L'objectif principal de ce règlement européen est de renforcer la protection de la santé humaine et de l'environnement tout en maintenant la position concurrentielle de l'industrie chimique. Il repose, en fonction de la dangerosité des substances chimiques sur un système d'autorisation ou d'enregistrement auprès de l'Agence européenne des produits chimiques.

SGH : Système Global Harmonisé

Nouveau système d'étiquetage des produits chimiques, destiné à remplacer au plus tard en 2010 l'étiquetage actuel, en l'harmonisant avec le système adopté au niveau de l'ONU.

TGAP : Taxe Générale sur les Activités Polluantes

La taxe générale a pour vocation de remplacer plusieurs taxes dont celle sur la pollution atmosphérique, celle sur la mise en décharge de déchets, sur la mise sur le marché de granulats ou de produits phytosanitaires. Elle comprend également la taxe unique sur les autorisations d'exploiter une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et la redevance annuelle d'exploitation des ICPE.